

Non à la militarisation de l'Ecole ! Des moyens pour l'Ecole pas pour la marche à la guerre !

Les orientations budgétaires répondent aux mots du chef d'Etat-major des Armées devant le Congrès des maires de France déclarant qu'il fallait que le pays restaure sa *"force d'âme pour accepter de nous faire mal pour protéger ce que l'on est"* et soit prêt à *"accepter de perdre ses enfants"*. » (France 24). Ces propos ont été légitimés par Catherine Vautrin, ministre des Armées. D'ailleurs, selon la Revue nationale stratégique de 2025, feuille de route du gouvernement, la France doit *"se préparer à l'hypothèse d'un engagement majeur de haute intensité dans le voisinage de l'Europe à horizon 2027-2030, parallèle à une hausse massive des attaques hybrides sur son territoire"* » (France 24).

L'Education nationale est ainsi mise à contribution notamment avec :

- Le livret « Acculturer les jeunes à la défense », guide adressé par le ministère de l'Éducation nationale « à l'ensemble de la communauté éducative, aux armées et à leurs partenaires engagés dans le développement du lien Armée-Jeunesse et la diffusion de l'esprit de défense ».
- Les classes « Défense » deviennent les antichambres du recrutement de la jeunesse pour les Armées. La Classe Défense du collège Les Fontaines , du collège George-Clemenceau à Cholet, du collège Pierre Mendes-France à Saumur et de la MFR Les Sources à Longuenée-en-Anjou
- Et maintenant, le retour du service militaire où les jeunes seront invités, lors de la « journée de défense et de citoyenneté », rebaptisée « journée de mobilisation », à remplir « un questionnaire dans lequel on leur demandera s'ils seraient intéressés par un service militaire volontaire ». Les sélectionné.es seront avisé-es en mai, afin, comme l'a expliqué la ministre Vautrin, que « le calendrier corresponde à celui de Parcoursup ».

Pour rappel entre 2017 et 2024, le budget des Armées a doublé, celui de l'Education nationale, sur la même période, a subi :

- en 2022, 2000 postes supprimés ;
- en 2023, 1500 postes supprimés ;
- en 2024, 2000 postes supprimés
- en 2025, 4000 postes supprimés

Et en prévision, 4000 postes de moins pour la rentrée 2026.

La FNEC FP FO 49 dénonce :

- ces budgets d'austérité pour l'Education nationale
- la politique de militarisation de l'Ecole, l'utilisation de l'école et de ces personnels comme recruteurs pour les armées

La FNEC FP FO 49 revendique :

- L'annulation des suppressions de postes et l'attribution des moyens nécessaires pour le rétablissement des postes, des divisions et des classes à hauteur des besoins
- L'interdiction de toute intrusion militaire dans les établissements scolaires
- Le retrait du guide « Acculturer les jeunes à la défense » et la fin des « classes défense » !